



Rapport de la Journée d'Information et d'Échange sur la contribution du REFAMP/NIGER à la mise en œuvre des politiques publiques en collaboration avec ses partenaires ONU Femmes et Médecins du Monde autour de la journée nationale de la femme Nigérienne édition 2013

Auditorium Sani Bako Niamey, le 11 mai 2013

REFAMP/NIGER, Mai 2013

Introduction

Le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires a saisi l'opportunité de la commémoration de la 12^e édition de la Journée Nationale de la Femme Nigérienne pour organiser une Journée d'information et d'échange sur la contribution de notre réseau à la mise en œuvre des politiques publiques en collaboration avec ses partenaires ONU Femmes et Médecins du Monde et autour du thème « violences contre les femmes et les filles.

Les objectifs poursuivis sont de :

1. valider le diagnostic organisationnel et le plan d'action pluriannuel du REFAMP/Niger ;
2. échanger sur la contribution dans la lutte contre la morbidité et mortalité maternelle de l'expérience de gratuité de soins (gratuité accouchement et évacuation sanitaire) dans le district sanitaire de Keita réalisée en partenariat avec l'ONG Médecin du Monde ;
3. faire une déclaration d'engagement du REFAMP/NIGER sur les violences faites aux femmes.

Les résultats escomptés

- le diagnostic organisationnel et le plan d'action pluriannuel validés ;
- les membres du REFAMP informés sur les leçons de l'expérience de gratuité des soins dans le District sanitaire de Keita ;
- Une déclaration d'engagement du REFAMP/NIGER sur les questions actuelles de la vie publique nationale et les thèmes de la journée d'échange (diagnostic organisationnel, gratuité de soins et incidence sur la réduction des morbidités et mortalités maternelle et violences faites aux femmes) publiée.

Déroulement de la Journée

En dépit du retard accusé dans le démarrage du programme, la journée a connu la participation des Représentants des structures administratives du niveau central et de la région de Niamey , des partenaires techniques et financiers, des organisations de la société civile , des ONGs internationales, des médias et des membres du REFAMP/NIGER.

Après une brève introduction de Madame Foumakoye Aichatou Moutari, modératrice de la journée, le Dr Moussa Fatimata, Secrétaire Générale du REFAMP/NIGER a présenté les objectifs et les résultats attendus de la journée. La journée a été marquée par une présentation du diagnostic organisationnel du Réseau et un film sur la mise en œuvre de la gratuité de l'accouchement et des évacuations sanitaires dans le district sanitaire de Keita , test pilote réalisé en partenariat avec Médecins du Monde France . Ces deux présentations ont été toutes suivies de débats fort enrichissants et d'une synthèse à travers une déclaration du REFAMP/NIGER.

Audit organisationnel du REFAMP/Niger et plan d'action pluriannuel

les résultats provisoires de l'audit organisationnel du REFAMP/NIGER ont été présenté par Monsieur Sani Janjouna , Consultant financé par ONU –Femmes à travers un exposé médiatisé selon les points suivants :

1. le contexte et justification ;
2. la méthodologie adoptée ;
3. la présentation des résultats provisoires à travers l'analyse du cadre organisationnel, de la chaîne d'acteurs , la régularité /tenue des réunions, la mise en œuvre des activités ;
4. l'image externe de l'association, ses forces et ses faiblesses ;
5. l'image interne de l'organisation, ses forces et faiblesses ;
6. les défis internes et externes du REFAMP/NIGER ;
7. les choix stratégiques du REFAMP/NIGER a travers les axes stratégiques, les objectifs globaux et résultats attendus
8. le cadre logique d'intervention ;
9. les conditions de mise en œuvre du plan stratégique ;
10. les facteurs de risques ;
11. les solutions et les perspectives

Des questions –réponses, des observations et des recommandations ont suivi la présentation de l'audit organisationnel . Il s'agit notamment :

- bien préciser les axes d'interventions et les cibles du REFAMP qui vont au-delà des femmes et des enfants , mais plutôt les hommes et les femmes durant tout le cycle de la vie , le réseau fait un trait d'union entre 'exécutif et le législatif ;
- le réseau a commencé ses activités bien avant 2003 même si l'arrêté de reconnaissance date de 2003 ;
- les réunions sont souvent élargies aux membres actifs ;
- les activités du REFAMP sont essentiellement des activités de lobbying, de plaidoyer mais aussi de renforcement de capacités ;
- le réseau doit se concentrer sur les activités de plaidoyer et de lobbying ;
- le réseau ne doit pas gérer de projets ce qui pose un réel problème de mobilisation de ressources pour le financement des activités de plaidoyer ;
- le bureau exécutif a été félicité pour son courage et son souci d'efficacité ;
- transparence dans la gestion administrative ;
- transcendance des clivages politiques ;
- indisponibilité de certains membres du bureau ;
- le travail du consultant a été jugé satisfaisant

Présentation du Film de plaidoyer sur la gratuité des soins réalisé par la télévision Labari

Le film d'une durée de 10mn est basé sur l'expérience pilote appuyée par MDM de la prise en charge gratuite des accouchements dans le district sanitaire de Keita. Il a été suivi de commentaires et d'un certain nombre de questions-réponses relatives à :

- la pérennité de l'intervention de MDM , qui elle-même a été suivie par l'action de l'UNFPA dans le cadre de l'introduction de la gratuité de l'accouchement et des évacuations sanitaires et le plaidoyer continu pour la généralisation dans toutes les formations sanitaires. Cette journée d'échange en est une opportunité ;
- qu'est –ce qui est attendu du réseau ;
- qu'elle est la relation avec le réseau ?

A toutes ces questions , le responsable de Plaidoyer et le coordonnateur MDM appuyés des modératrices ont apporté les réponses appropriées relativement en faisant le lien entre la gratuité de l'accouchement et des évacuations sanitaires et la réduction des morbidités et mortalités maternelles et néonatales qui constituent l'une des pire formes de violences contre les femmes et les filles en âge de procréer . Le fait d'en parler à l'occasion de la journée de la femmes qui est dédiée à ce thème constitue une opportunité certaine et le REFAMP/NIGER est bien inspiré de faire une recommandation relative à l'extension de la gratuité des soins à l'accouchement .

Déclaration du REFAMP/NIGER

I. Introduction

La journée d'information et d'échanges organisée en collaboration avec ONU-Femmes et Médecins du Monde s'est tenue le 11mai 2013 à l'Auditorium Sani Bako . Le Réseau, après avoir validé son diagnostic organisationnel et son plan d'action pluriannuel, a échangé sur la politique de gratuité des soins aux femmes enceintes et aux enfants de 0 à 5ans en cours depuis 2005, à travers l'expérience de Keita , en collaboration avec Médecins du Monde.

Les membres du REFAMP se sont félicitées des résultats du diagnostic institutionnel qui montre la contribution substantielle du réseau à la mise en œuvre des politiques publiques et de la promotion des droits de la femme nigérienne et sa participation au développement économique et social de notre Pays. Malgré les difficultés d'ordre matériel, logistique et de mobilisation des membres qui regroupent des personnalités fortement sollicitées, des actions d'envergure ont pu être réalisées depuis la redynamisation du réseau en décembre 2010. Il s'agit notamment de :

1. Animation d'un stand au cours de la 7ème édition du Salon de l'Artisanat Féminin(SAFEM) et organisation d'un déjeuner débat des décideurs sur la participation de la Femme Artisane à la sécurité alimentaire et à l'économie nationale en décembre 2011 en collaboration avec le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, la Coordination du SAFEM et l'appui technique et financier de l'UNFPA ;
2. Contribution à l'élaboration du rapport périodique 2008-2010 du Niger sur la mise

- en œuvre de la Convention des Nations Unies sur toutes les formes de discriminations à l'endroit de la femme ;
3. Réalisation d'un audit organisationnel du Réseau sur financement de ONU-FEMMES ;
 4. Participation à plusieurs foras, conférences nationales / internationales sur la participation politique, l'autonomisation, les violences faites aux femmes, le tourisme, la santé de la reproduction, la planification familiale, l'éducation, l'approche genre, la transparence dans les industries extractives, le budget participatif etc. ;
 5. Plaidoyer et sensibilisation sur la gestion et l'utilisation des ressources générées par l'exploitation du pétrole dans la Région de Diffa en collaboration avec le Ministère de l'Énergie et du Pétrole sur financement du National Democratic Institute (NDI) ;
 6. Contribution à l'organisation du TELETON pour la mobilisation des ressources en faveur des émigrés maliens au Niger ;
 7. Contribution à l'organisation des journées internationales et nationales de la femme (2010-2011-2012) au cours desquelles le REFAMP/NIGER a fait des donations financières et matérielles aux femmes hospitalisées à la maternité Issaka Gazobi en 2011 et Femmes rurales déplacées à Niamey lors de la crise alimentaire 2012 ;
 8. Partenariats stratégiques et rôle consultatif auprès du Gouvernement, des PTFs, des autres Réseaux, des ONGs, des Fondations des Premières Dames, des autres organisations de la Société Civile sur toutes les questions d'intérêt national, régional africain, ainsi qu'auprès des Nations Unies ;
 9. Participation de ses membres au sein des groupes de contact des femmes sahéennes pour la paix, la stabilité et le développement du Sahel auprès de l'UE et du Représentant Spécial des NU pour le Mali et à la Conférence des femmes francophones sur les violences faites aux femmes et aux filles organisée par la France et l'Agence Internationale de la Francophonie ;

II Déclaration

Les membres du Réseau des Femmes Africaines, Ministres et Parlementaires, Comité du Niger, dans le cadre de la contribution du Réseau aux manifestations commémorant la journée nationale de la femme nigérienne(JNFN) rendent publique la déclaration suivante :

Considérant la garantie de la constitution de la 7^{ème} République en ce qui concerne la représentativité équitable et les effets positifs de l'application partielle de la loi sur les quotas dans les institutions publiques à travers la politique nationale du genre et le respect des quotas ;

Inquiètes de l'incompréhension persistante des hommes par rapport à l'application de cette loi qui concerne l'un ou l'autre sexe et de son application inappropriée par les partis politiques lors des choix des femmes aux postes électifs et de nominations aux hautes fonctions dans un contexte de politisation de l'administration ;

Considérant le thème de la journée nationale de la femme de cette année 2013 axé sur les violences faites aux femmes sous le slogan :

« **halte aux violences contre les femmes et les filles** »

Et en rappel, La Conférence internationale sur la population et le développement (Caire) en 1994, réaffirmant le lien entre la i) Le droit de violence à l'égard des femmes et leurs santé et droits reproductifs : survivre à la grossesse et à l'accouchement découle implicitement du droit à la vie, droit fondamental des femmes (et de tout être humain) décrit dans tous les textes internationaux et régionaux concernant les droits des femmes ;

ii) Ce droit est sous tendu par l'accès aux soins, par le respect du droit à la santé, du droit à la liberté en matière de reproduction et par le principe de non-discrimination. iii) L'ensemble de ces droits sont retranscrits dans des engagements pris par la communauté internationale et ratifiés par notre pays.

Considérant l'augmentation de la fréquentation des formations sanitaires grâce à la gratuité des soins médicaux, et la contribution appréciable de l'expérience de la gratuité de l'accouchement et de l'évacuation sanitaire dans la réduction de la morbidité et la mortalité maternelle du district sanitaire de Keita réalisée en partenariat avec l'ONG Médecin du Monde ;

Considérant la non maîtrise technique et de la gestion du système de la gratuité, son blocage et sa non extension à l'accouchement ;

Considérant que les violences envers les femmes et les filles constituent un obstacle essentiel aux droits fondamentaux des femmes, des filles et des jeunes et qu'elles doivent être combattues et que le Niger est partie prenante à la Résolution sur la prévention et l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles adaptée par la 57ème session de la Commission de la Condition de la Femme ;

Considérant la persistance de pratiques traditionnelles néfastes dont les Mutilations génitales Féminines, les mariages et maternités précoces ;

Considérant la situation géographique du Niger bordé par des pays déstabilisés par le terrorisme et le banditisme armé et que cela constitue une menace sur notre pays ;

Nous membres du REFAMP/NIGER,

Saluons :

- l'adoption du Plan de Développement Économique et Social (2012-2015) ;
- la définition et la mise en œuvre de la stratégie 3N ;
- la poursuite de la lutte contre la corruption
- la gestion des inondations en 2012 et l'assistance aux populations vulnérables y compris les réfugiés maliens et les retournés de la Libye ;
- la contribution de notre pays à la guerre au mali à travers l'envoi d'un contingent militaire et le renforcement des capacités d'interventions de nos Forces de Défense et de Sécurité pour la sécurisation de nos frontières ;

Apportons :

- notre soutien aux populations maliennes et particulièrement à nos sœurs du Mali et dans les camps des réfugiés et encourageons nos FDS et leurs familles

Attirons l'attention du Gouvernement sur la nécessité :

- du maintien et du renforcement de la sécurité sur toutes les frontières du Niger ;
- de la poursuite de la lutte contre la pauvreté et le sous-emploi notamment des jeunes ;
- d'assurer une gestion saine, transparente et équitable des ressources naturelles et de minimiser les impacts négatifs sur la santé humaine, l'environnement et préserver les générations futures à travers le transfert effectif des compétences aux collectivités territoriales
- De la mise en œuvre effective de la politique de la gratuité des soins pour les femmes et les enfants de moins de 5ans

Nous nous engageons à :

- Susciter une prise de conscience à travers une communication active et des alliances stratégiques avec les leaders, la société civile , les hommes en vue de l'instauration d'une véritable culture pour l'élimination de toutes formes de discrimination et de violences à l'égard des femmes , des filles et des jeunes qui sera soutenue par une campagne médiatique basée sur une image objective et réelle du rôle , des droits et des responsabilités des femmes au niveau urbain et rural ;
- poursuivre la sensibilisation pour conscientiser les populations sur les effets négatifs du mariage/maternité précoce, les grossesses rapprochées et sur les mutilations génitales féminines en collaboration avec les ONGs Associations et les leaders religieux ;
- Contribuer au plaidoyer pour l'application effective de la loi sur le quota et sa révision en vue de son rehaussement et en tenir compte pour toute nomination à des postes de responsabilités et au-delà de toute considération politique ;
- Contribuer à la mise en place d'une plateforme de veille et de suivi de la mise en œuvre de la politique nationale du genre et la loi sur le quota ;
- Contribuer à la paix, à la stabilité et au développement de l'Afrique en général, et dans notre sous-région à travers notre participation dans la prévention, la résolution des conflits et la consolidation de la paix .

Recommandons :**A l'État**

- de prendre les dispositions utiles pour assurer l'apurement de tous les arriérés de remboursement des factures de la gratuité des soins aux prestataires de services ;
- d'envisager rapidement la mise à échelle de l'expérience de la gratuité des accouchements et des évacuations sanitaires sur la base des expériences pilotes de Médecins du Monde et de l'UNFPA.
- d'accroître le budget de la santé à hauteur de 15% du budget de l'État et consacrer

- au moins 8% des budgets des collectivités territoriales à la Santé ;
- de mettre en place des mécanismes de solidarité allant dans le sens de la couverture maladie universelle pour tous les nigériens ;
 - d'élaborer une stratégie nationale de prévention et de prise en charge des violences basées sur le genre ;
 - de veiller à ce que la croissance bénéficie à la majorité des populations surtout les jeunes et les femmes ;
 - de garantir une gestion transparente et saine des ressources naturelles et minimiser les impacts négatifs sur la santé humaine, l'environnement et la préservation des générations futures ;
 - de poursuivre la lutte contre la pauvreté et le sous-emploi notamment des jeunes ;
 - de rendre effective la décentralisation et le transfert des compétences aux collectivités ;
 - d'impliquer les femmes en général, celles du REFAMP en particulier dans la prévention, la gestion des conflits et la consolidation de la paix dans l'espace sahélien en général et au Niger en particulier ;

Fait à Niamey, le 11 Mai 2013

Le REFAMP/Niger

Conclusion

La journée d'information et d'échange du REFAMP/NIGER en partenariat avec ONU-FEMMES et MDM a atteint les résultats escomptés en raison des présentations et des débats fructueux enregistrés. la déclaration lue à l'issue des travaux a connu une large diffusion a travers les médias audio-visuels au Niger. le Bureau exécutif du REFAMP/NIGER remercie Médecins du Monde pour avoir financé l'organisation de la journée et ONU-Femmes pour l'appui à la réalisation de l'Audit institutionnel.

Annexe 1 :

Termes de références

Termes de référence pour une journée d'échange du REFAMP/NIGER autour de la journée de la femme nigérienne

Contexte et justification

Le réseau des femmes Africaines Ministres et Parlementaires est une organisation non gouvernementale à but non lucratif créée par arrêté n° 270 /MI/D/DGAPJ/DLP du 18 août 2003 pour contribuer à la mise en œuvre des recommandations de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) tenue au Caire en 1994.

Le REFAMP/Niger regroupe plus d'une centaine de femmes ayant occupé des fonctions de ministres, parlementaires ou dirigeantes de hautes institutions de l'État. Elles sont dotées de compétences diversifiées aussi bien techniques que politiques et imprégnées des réalités politiques, socio-économiques et culturelles du Niger.

Elles s'engagent à animer ce cadre de partage d'expériences, d'échanges d'informations, de diffusion des innovations et des succès dans la définition des politiques publiques et de la législation. Le but recherché est de renforcer la collaboration entre l'exécutif et le législatif pour une réduction significative de l'écart entre les décisions politiques et les attentes des acteurs réels.

La Commémoration de la journée nationale de la Femme Nigérienne avec pour thème « violences faites aux femmes et aux filles » offre l'opportunité au Bureau Exécutif National d'organiser une Journée d'Information et d'Échange sur la contribution de notre réseau à la mise en œuvre des politiques publiques en collaboration avec ses partenaires ONU Femmes et Médecins du Monde

Objectifs attendus

4. valider le diagnostic organisationnel et le plan d'action pluriannuel du REFAMP/Niger ;
5. échanger sur la contribution dans la lutte contre la morbidité et mortalité maternelle de l'expérience de gratuité de soins (gratuité accouchement et évacuation sanitaire) dans le district sanitaire de Keita réalisée en partenariat avec l'ONG Médecin du Monde ;
6. faire une déclaration d'engagement du REFAMP/NIGER sur les violences faites aux femmes.

Résultats escomptés

- le diagnostic organisationnel et le plan d'action pluriannuel validés ;
- les membres du REFAMP informés sur les leçons de l'expérience de gratuité des soins dans le District sanitaire de Keita ;
- Une déclaration d'engagement du REFAMP/NIGER sur les questions

actuelles de la vie publique nationale et les thèmes de la journée d'échange (diagnostic organisationnel, gratuité de soins et incidence sur la réduction des morbidités et mortalités maternelle et violences faites aux femmes) publiée.

Participants :

Membres du REFAMP /NIGER : (Ministres, Parlementaires, Hautes Institutions)

Conseillère Genre PR

Conseillère Genre PM

Fondation GURI VIE MEILLEURE

Fondation TATALI IYALI

ONG et Réseaux partenaires :

CONGAFEN

FONDATION KASSAI

Centre Reines Daoura

REFCAN

MAPADEV

Centre Nigérien sur les Droits de l'Homme pour la Paix et la Démocratie 1 (CNDHP/D)

LUCOFEM

SOS FEVC

Femmes Juristes

GEPS

GREN

Ministères

MP/PF/PE (SG /SGA ,DGPF, Directions Leadership, Autonomisation, Population , Protection de l'Enfant , CTs)

MSP (DGSR, DOS, Ambassadrice CARMMA)

Femmes Partis Politiques

MRN

ARN

Partenaires

ONU FEMMES

MDM

UNFPA

UNICEF

NDI

PNUD

OXFAM

CARE

Club des Femmes Ambassadeurs